

## Femmes diplômées de l'enseignement supérieur confrontées au chômage

Nacer -Eddine HAMMOUDA & Razika MEDJOUR

### **Resume:**

En Algérie, le fossé ne cesse de s'élargir entre le système de l'enseignement supérieur et le marché du travail. Il se traduit par un taux élevé du chômage des diplômés (16.4%) par rapport au taux de chômage général (10.6%). Cette situation de vulnérabilité des diplômés sur le marché du travail peut être expliquée en termes d'offre d'emploi par la surcroissance de cette population sur le marché du travail, cela concerne plus particulièrement la population féminine, notamment celles qui ont bénéficié d'une formation en sciences humaines et sociales. Dans le présent article, nous tenterons d'exposer un état des lieux sur l'évolution du chômage des diplômés, après la crise pétrolière de 1986 jusqu'à 2014, Nous essaierons, par ailleurs, de trouver des éléments de réponse sur les causes du chômage des femmes diplômées, qui apparaissent comme les plus discriminées sur le marché du travail. La discrimination par l'éviction des formations en sciences exactes correspond à une inscription dans des rapports de genre. Nous nous référons dans cette réflexion à l'analyse descriptive des différentes enquêtes emploi réalisées par l'office national des statistiques (ONS) de 1988-2014, les données statistiques fournies par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de 1963 -1964 à 2012-2013, ainsi que les statistiques de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) 2013-2014.

**Concepts clés:** Chômage, diplômés, femme diplômée, sciences humaines et sociales, Marché du travail

### **Abstract:**

In Algeria, the gap continues to widen between the higher education system and the labor market. It results in a high rate of unemployment among university graduates (16.4%) compared to the overall unemployment rate (10.6 %). This vulnerable situation of university in the labor market can be explained by the rapid growth of the population in the labor market, and specifically women's, especially that directed in the human and social science. In this article, we will attempt to present an overview on the evolution of unemployment among academics after the petroleum crisis of 1986 to 2014. We focus on the analysis of different employment surveys conducted by the ONS from 1988 to 2014, the statistical data provided by the Ministry of Higher Education 1963 -1964 / 2012-2013 and the statistics of the National Employment Agency (ANEM) 2013-2014

**Key concepts:** Unemployment, academics, labor market, woman academic, the human and social science.

الملخص:

أدى اختلال التوازن بين الجامعة وسوق العمل إلى تفاقم ظاهرة البطالة عند الجامعيين التي وصلت إلى (16.4%) في سبتمبر 2014، بالمقارنة مع المعدل العام للبطالة الذي بلغ (10.6). تمس هذه الظاهرة بالدرجة الأولى الإناث خريجي العلوم الإنسانية و الاجتماعية. سنتناول في هذا المقال تطور ظاهرة البطالة عند الجامعيين من بداية الأزمة الاقتصادية 1986 إلى غاية الفترة الحالية، اعتمادا على الإحصائيات الدورية للديوان الوطني للإحصائيات من سنة 1988 إلى 2014، إحصائيات وزارة التعليم العالي و البحث العلمي. 1963-2014/2012-2013، وكذا الوكالة الوطنية للتشغيل 2013-2014.

الكلمات المفتاحية: البطالة، سوق العمل، الفئة ذات المستوى التعليمي، الجامعات العالي، العلوم الإنسانية والاجتماعية.

## **Introduction :**

En Algérie, le chômage a considérablement diminué à partir de l'année 2000, passant de 29.8% en 2000 à 10,6% en 2014. La population au chômage est estimée en Septembre 2014 à 1 214 000 personnes. On observe de fortes inégalités selon le sexe, l'âge, et le niveau d'instruction. Les mêmes disparités caractérisent le marché du travail en Algérie depuis vingt ans (Musette, 2013). Le chômage touche davantage les femmes (17.1% contre 9.2% chez les hommes), les jeunes 15-24 ans (25.2%) et les diplômés de l'enseignement supérieur. Le taux de chômage de ces derniers restes élevés, il est de 16,4 % en septembre 2014, avec des disparités remarquables selon le sexe (22,1% contre 10,9 chez les hommes).

Cette difficulté de l'insertion des diplômés dans le marché du travail ne représente pas une spécificité algérienne. Elle existe dans toute la région du Moyen orient et l'Afrique du nord (MENA). En effet, le rapport de l'organisation internationale du travail (OIT), sur les tendances mondiales de l'emploi des jeunes de 2013, indique que le chômage des jeunes ayant un niveau scolaire tertiaire dans la région MENA demeure parmi les taux les plus élevés au monde, ce qui reflète un problème structurel : nous pouvons citer les cas de l'Egypte 18.9% et du Maroc 17.4% en 2013.

Dans le présent article, nous tenterons d'abord de présenter un état des lieux sur l'évolution du chômage des diplômés en Algérie, après la crise pétrolière de 1986 jusqu'à 2014. Ceci, afin de répondre, principalement, aux deux questions suivantes :

-Comment le chômage des diplômés universitaires a-t-il évolué après la crise économique de 1986 jusqu'à 2014 ?

-Comment et pourquoi le chômage touche-t-il davantage les femmes diplômées que les hommes ?

## **1. EVOLUTION DU CHOMAGE DES DIPLOMES:**

Après l'indépendance, l'Etat a adopté un modèle de développement, en 1967, qui reposait sur l'industrialisation comme outil de transformation socio-économique, inspiré de la théorie des «industries industrialisantes» de F. Perroux et G. Destanne de Bernis et organisé autour des entreprises publiques. La réalisation de ce modèle est allée de pair avec le besoin d'assurer la formation d'une main d'œuvre qualifiée nécessaire à la série de réformes entamées à travers le secteur de l'enseignement. Une réforme de l'Enseignement Supérieur sera opérée en 1971.

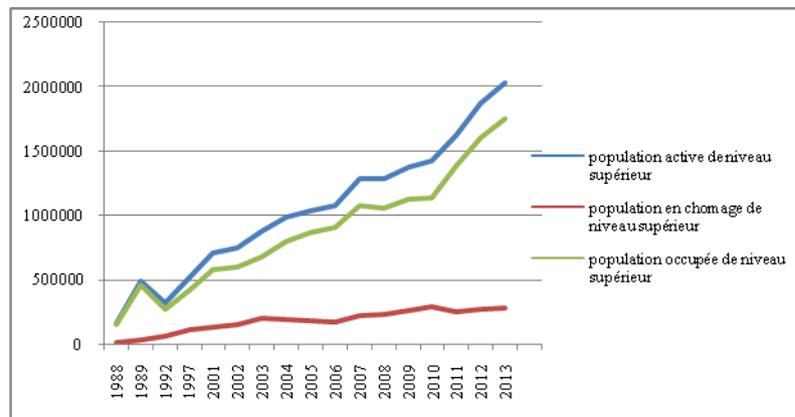
Le manque des cadres qualifiés a fait de l'insertion professionnelle des diplômés un phénomène qui a pu être planifié, mettant en relation les résultats de la formation universitaire et les besoins du marché du travail. Il s'agissait d'une approche besoin de main d'œuvre. (Ferroukhi, in Nadji Khaoa, 2006). En cette période, le diplôme universitaire était un titre de distinction sur le marché de l'emploi et le travail était un droit garanti par l'Etat et ceci jusqu'aux années 80.

A partir des années 80, on observe une rupture radicale d'avec ce modèle de développement (Ferroukhi, in Nadji Khaoa, 2006), le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est devenu un problème social.

### **1.1 Le chômage des diplômés, un problème social à partir de la fin des années 80.**

Le chômage des universitaires a connu une augmentation importante à partir de la fin des années 80. Le nombre de chômeurs universitaires est passé entre 1989 et 1997 de 28 000 à 107 000, enregistrant un facteur multiplicateur de quatre (graphique 01). Cette montée est liée aux retombées de la crise économique de 1986, ainsi qu'à la surcroissance des effectifs de diplômés, qui se sont présentés sur le marché du travail.

### Graphique 01 : Evolution de la population active, occupée et en chômage de niveau supérieur de 1988-2013



**Source:** construit à partir de l'enquête consommation 1988 et les enquêtes emploi ONS 1989-2013.

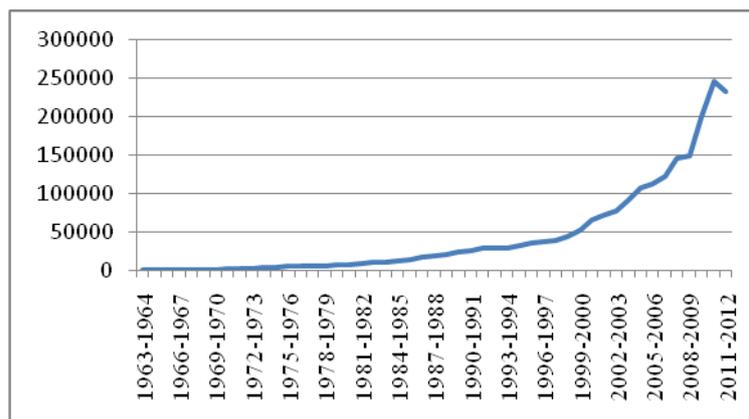
En effet, l'économie algérienne, qui est fondée essentiellement sur la rente pétrolière, a connu de profondes transformations après la chute du prix du pétrole sur le marché mondial, passant de 39,5 dollars le baril en 1981 à 14,8 en 1986. Face à cette situation économique et fragilisée par l'endettement extérieur, l'Algérie s'est soumise aux exigences du fond monétaire international (FMI) et de la banque mondiale. Elle adopte un programme d'ajustement structurel en 1994 (Boudjema, 2006). Ces conditions se sont répercutées lourdement sur le marché du travail. Un marché qui avait connu, avant la crise pétrolière et l'ajustement structurel, une amélioration remarquable voyant le taux de chômage reculer de 36% en 1966 à 10% en 1985.

Ainsi, le chômage général a brusquement augmenté suite au démantèlement de l'appareil productif, qui a vu la dissolution de plusieurs entreprises nationales et surtout locales, le ralentissement dans le fonctionnement des entreprises encore en fonctionnement, le licenciement collectif de nombre de travailleurs. Il ne faut pas non plus ignorer le rôle des facteurs démographiques tels que l'accroissement de la population active, et l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi. (Lassassi, Hammouda, 2012).

En parallèle, l'université algérienne est passée d'une université d'élite à une université de masse du fait de la démocratisation de l'enseignement public, favorisée par la gratuité et un accès plus large au système éducatif. La possession du diplôme de baccalauréat donne en effet, systématiquement en Algérie, accès à une place à l'université sans concours d'accès ce qui a eu pour

effet que l'offre de diplômés de l'enseignement supérieur a progressé rapidement suite à une forte demande sociale de formation (**graphique 02**). Cette situation a entraîné une pression sur un marché du travail déjà précaire et s'est traduite par un taux important de chômage des universitaires, qui a atteint 20.5% en 1997.

**Graphique n° 02:** Evolution des effectifs de diplômés de l'enseignement supérieur de 1963-1964/2011-2012



Source : construit à partir des données fournies du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

A partir de l'année 2000, le taux de chômage général a considérablement diminué, il a baissé de 23.7% en 2003 à 10% en 2010. Cependant la structure du marché de l'emploi a changé; elle est caractérisée par la progression du travail informel (le taux de l'emploi informel est passé de 33.3 % en 2001 à 46.2% en 2010), les CDD ont remplacé les CDI ainsi qu'une prépondérance du secteur privé dans la création d'emploi (Ce secteur absorbe 65.6% de la main d'œuvre totale en 2010). Le chômage touche de plus en plus la catégorie juvénile (21.5% en 2010), les femmes (19.1% contre 8.1 pour les hommes en 2010) et les diplômés universitaires. Le taux de chômage de ces derniers est élevé puisqu'il correspond à 20.3 % en 2010. Il touche davantage, comme nous l'avons déjà signalé, les femmes diplômées (33.3% chez les femmes contre 10.4% chez les hommes). Il est à noter également que ce processus s'accompagne d'une augmentation accélérée du nombre de diplômés qui s'est multiplié par deux, passant de 108 000 à 200 000 entre 2006 et 2010. Néanmoins la part des diplômés sur le marché du travail reste faible, elle ne représentait que 13.2 % de l'ensemble des actifs en 2010.

## **1.2- Politique de l'emploi des jeunes:**

La question de l'emploi et de la lutte contre le chômage des jeunes constituent une préoccupation centrale pour les pouvoirs publics. L'Etat a procédé depuis 1988 à la mise en place de plusieurs dispositifs d'appui afin de faciliter l'insertion des jeunes

Parmi les derniers en date deux dispositifs d'insertion sont destinés aux diplômés à savoir:

**A-Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) mis en œuvre par l'ANEM (Agence Nationale de l'Emploi) :**

**-Contrat d'insertion des diplômés (CID):** il vient de remplacer le contrat Pré-emploi (CPE).

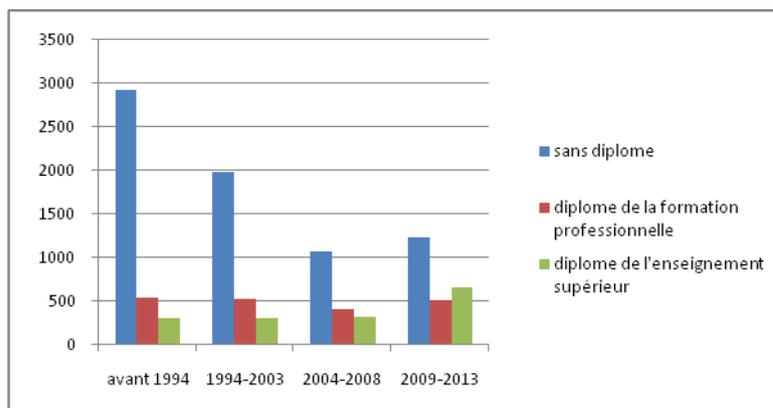
**-Contrat de travail Aidé (CTA) :** il est destiné à ceux qui ont déjà bénéficié de l'un des contrats de l'insertion professionnelle. Les couts de poste sont partagés entre l'état et l'employeur.

**B-Dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés (PID) :** développé par le ministère de la solidarité nationale et géré par l'ADS (Agence de Développement Social).

## **1.3 A partir de 2011: Une baisse du taux de chômage des universitaires.**

Durant cette période, l'Etat a renforcé les dispositifs en faveur de l'absorption du chômage des jeunes, à travers le plan quinquennal 2010-2014. Une enveloppe de 150milliards (MDS) a été destinée à l'accompagnement de l'insertion des diplômés universitaires et de la formation professionnelle, et cela « grâce à l'aisance financière provenant principalement des revenus des exportations de gaz et de pétrole » (Musette, 2013). Ce qui s'est traduit par une baisse considérable du chômage des diplômés jusqu'au premier trimestre de l'année 2014, enregistrant un taux de 13%. Le nombre de diplômés insérés sur le marché du travail a pratiquement doublé entre 2009-2013 comparativement à la période 2004-2005. En passant de 306 mille à 654 mille insérés.

**Graphique N 03 : Répartition des occupés selon l'année du premier emploi et le diplôme obtenu**



Source : construit à partir de l'enquête emploi ONS 2013

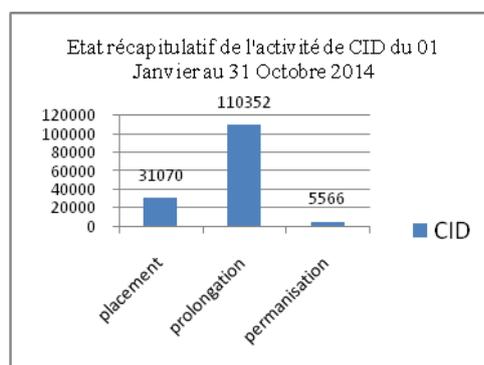
A travers les dispositifs d'aide à l'insertion des diplômés mis en œuvre par l'ANEM, plus de 103 mille emplois ont été créés entre 2013 et 2014, dont 63 100 emplois dans le cadre de DAIP et 40 289 emplois pour le CTA. La répartition des placements cumulés selon le sexe en 2014, montre que plus de 33000 femmes diplômées ont bénéficié de ces dispositifs et 17000 pour les hommes (Tableau 01). Les femmes se sont donc emparées de ces dispositifs. Ce qui signifie qu'elles sont bien demandeuses d'emploi, s'identifiant comme chômeuses.

Cependant, cette politique se répercute de manière négative sur la qualité et les salaires des emplois créés et auxquels ces femmes ont accès. Il s'agit d'emplois d'attente avec des salaires qui ne dépassent pas le salaire national minimum garanti (SNMG). Le contrat de travail aidé ne fait que prolonger la durée de l'insertion des diplômés sur le marché du travail

**Tableau n° 01 : Placements cumulés du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Octobre 2014**

placement	homme	femme	Total
CTA	7549	12231	19780
DAIP	9407	21663	31070
Total	16956	33894	50850

**Graphique N 04 :**



Source construit à partir des données de l'ANEM 2014.

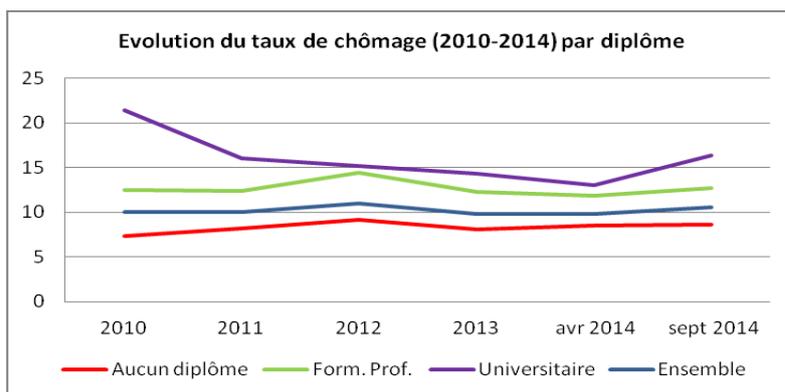
Toutefois, bien qu'ayant baissé, le taux de chômage des détenteurs d'un diplôme universitaire demeure le plus élevé par comparaison avec celui de la population sans qualification. L'enquête-emploi ONS 2014 révèle que le taux de chômage des diplômés atteint 16.4% contre 8.1% seulement pour la population qui ne possède aucun diplôme, on observe donc un facteur multiplicateur de deux (Graphique 04). Environ 1 225 000 personnes sans diplôme ont été insérées entre 2009-2013, contre 654 mille pour les diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui montre bien, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, la difficulté de l'insertion des diplômés universitaires.

En effet, les diplômés sont plus désavantagés sur le marché du travail suite au recule du rôle de l'Etat dans la création d'emploi après la crise économique de 1986. Il n'est plus l'Etat entrepreneur des années 70 qui offre des opportunités de recrutement et de promotion pour les diplômés. Il adopte plutôt une politique passive dans le traitement de la question du chômage.

Deuxièmement, la structure actuelle des employeurs qui sont les créateurs d'emploi est dominée par ceux qui ont quitté l'école sans l'obtention d'aucun diplôme. Ils représentent 78.7% des employeurs privés en 2013 (dont 85.8% sont des indépendants). Ils sont particulièrement présents dans le secteur du commerce (32.1%) , et 63.4% de ces employeurs travaillent dans l'informel . Par conséquent, cette structure ne peut générer d'emplois nécessitant un diplôme universitaire ni des emplois réellement productifs. Il s'agit davantage de créer des opportunités de recrutement à une main d'œuvre non diplômée et en général masculine.

Troisième élément qui contribue à la définition du marché de l'emploi en Algérie : la formation et, plus particulièrement, l'inadéquation entre l'offre et la demande en formation universitaire qui est dominée par une offre massive en sciences humaines et sociales. Ces filières sont marginalisées sur le marché du travail comme nous le verrons dans la partie suivante.

### Graphique n°05 :



Source : ONS Septembre 2014

### 1. 4 Durée de recherche du travail :

Pour ce qui concerne la durée de recherche d'emploi, on constate, selon le tableau n°02, que cette dernière reste importante, plus de 59% des chômeurs diplômés ont dépassé une année dans la recherche d'un emploi. Par ailleurs les femmes sont les plus confrontées au chômage de longue durée comparativement aux hommes.

**Tableau n°02:** Répartition des chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur selon la durée de recherche du travail et le sexe /2014.

	Homme	Femme	Total
Moins d'une année	45.5%	38.3%	40.7%
12-23 mois	19.5%	24.0%	22.%
24 mois et plus	33.6	36.7%	35.6%
ND	1.4%	1%	1.1%
Total	100%	100%	100%

Source : ONS septembre 2014

Ainsi des éléments concrets apparaissent qui expliquent les rapports différenciés, selon le genre, des travailleurs algériens : structure du marché de l'emploi avec une faiblesse de l'emploi qualifiée, le hiatus entre formation et emploi.

## **2. Situation des femmes diplômées sur le marché du travail :**

L'entrée de la femme au marché du travail est devenue visible à partir des années 90. Cependant elle reste toujours faible, la population active féminine ne représente que 18.1% de l'ensemble des actifs en septembre 2014.

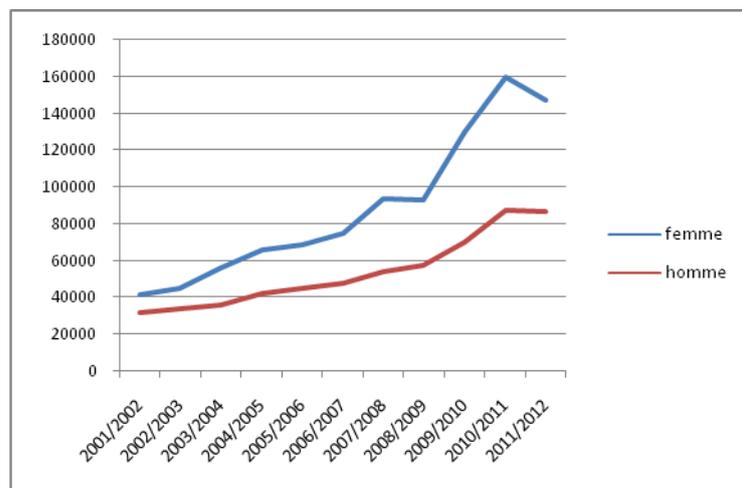
Cette entrée est liée, d'une part aux effets de la crise économique qui ont poussé la femme à travailler pour contribuer à la satisfaction des besoins du ménage et de ces besoins personnels et à l'amélioration de son niveau d'instruction d'une autre part. La participation de la femme à la force de travail rémunérée est positivement corrélée avec l'augmentation de son niveau d'instruction (taux d'activité des femmes qui ont un diplôme universitaire est à 65.3% contre 6.2% seulement pour celles qui n'ont aucun diplôme).

### **2.1 Prédominance des femmes à l'université :**

La prédominance des effectifs féminins par rapport aux garçons amorcée à partir de l'année universitaire 1998/1999, durant laquelle les filles représentaient 50.6% des inscrits en graduation, et s'est poursuivie en 2012/2013 pour atteindre 60.56%.

Cela est due à une amélioration relative du niveau d'instruction de la femme – le taux d'analphabétisme des femmes 15-24 ans reste pourtant important puisqu'il est à 7.8% selon le rapport de l'enquête MICS 2012-2013-. Lorsqu'elles sont donc scolarisées, les filles réussissent le plus à atteindre le niveau moyen et secondaire par rapport aux garçons, le ratio net de fréquentation de l'école moyenne et secondaire est de 81.3% pour les filles par rapport à 77.1 % pour les garçons (enquête MICS 2012-2013).

**Graphique n 06 :** Evolution de l'effectif de diplômés de l'enseignement supérieur par sexe de 2001-2002 à 2011-2012



Source : construit à partir des données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

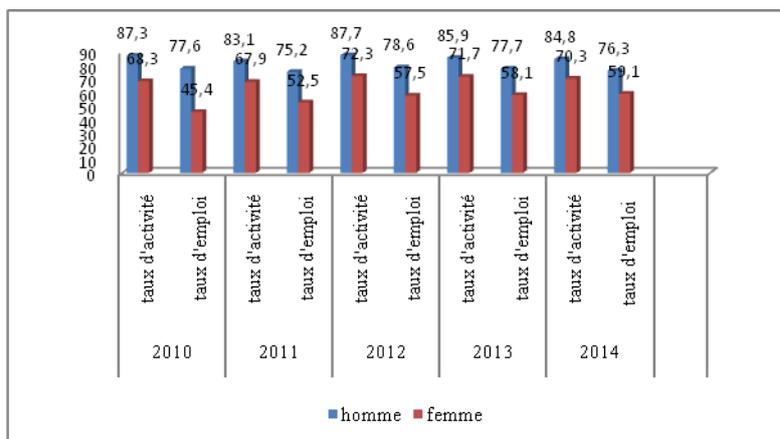
Cette réussite peut trouver également son sens dans le fait que, l'enseignement représente pour les filles un mode légitime de sortie dans l'espace public et de modification de leur statut au sein des familles. Cette réussite a, pour elles, pour vocation de leur permettre une intégration au marché du travail afin d'accéder à une émancipation économique et d'accès à un nouveau statut social. En effet, le fait d'accéder à un travail rémunéré et de contribuer au budget familial, leur permet de renégocier leur rôle au sein de la famille et d'acquérir un pouvoir dans la prise de décision (Hammouda, 2003. Enquête sur les mutations de la famille algérienne dans le milieu urbain, 2014).

## **2.2 Faiblesse de taux d'activité économique et taux d'occupation des diplômées universitaires :**

Malgré la féminisation de l'université, malgré le poids des femmes diplômées, le marché du travail des diplômés universitaires reste dominé par les hommes, même si l'écart entre hommes et femmes universitaires se rétrécit de plus en plus. La part des femmes universitaire actives représente 46% de l'ensemble des actifs universitaires.

Quant au taux d'activité économique des femmes, ce dernier reste faible par rapport aux hommes (70.3% pour les femmes et 84.8% pour les hommes en 2014).

### Graph 07: Taux d'activité économique et taux d'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur 2010-2014



Source : construit à partir des enquêtes emploi 2010-2014.

L'analyse des comportements d'activité des diplômés de l'enseignement supérieur promus entre 2008 et 2012 révèle que 27.1% des femmes diplômées sont des inactives : 16.1% des diplômées sont des femmes au foyer, ce comportement peut être renvoyé aux contraintes familiales notamment après le mariage (refus de l'époux, prise en charge des enfants). Environ 9.4% sont resté dans le système éducatif malgré l'obtention d'un diplôme universitaire. On observe un comportement similaire chez les hommes 10.6%. Pour les unes, il s'agit de rester le plus longtemps possible dans l'espace public, alors qu'on peut penser que pour les jeunes hommes il s'agit de retarder le moment du service national en conservant un statut plus valorisant que celui de chômeur. Le diplômé préfère le statut d'étudiant à celui de chômeur qui représente l'expression d'un échec social vis -à -vis son environnement après un long parcours d'acquisition de connaissances.

D'autre part, la difficulté d'insertion professionnelle pousse davantage les diplômés universitaires à renforcer leur employabilité sur le marché du travail par l'accès à d'autres diplômes.

**Tableau n 03 :** Répartition des diplômés de l'enseignement supérieur selon la situation individuelle (Diplômés promus entre 2008-2012)

	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	% col.	Effectif	% col.	Effectif	% col.
Occupé	260	73,8	333	58,4	592	64,3
Chômeur	46	13,1	82	14,5	128	13,9
Femme au foyer	0	0	92	16,1	92	9,9
Etudiant-écolier	37	10,6	54	9,4	91	9,9
Retraité /pensionné	1	0,3	0	0	1	0,1
Autre inactif	8	2,3	9	1,6	17	1,8
Total	352	100	569	100	921	100

Source : Enquête emploi ONS 2013

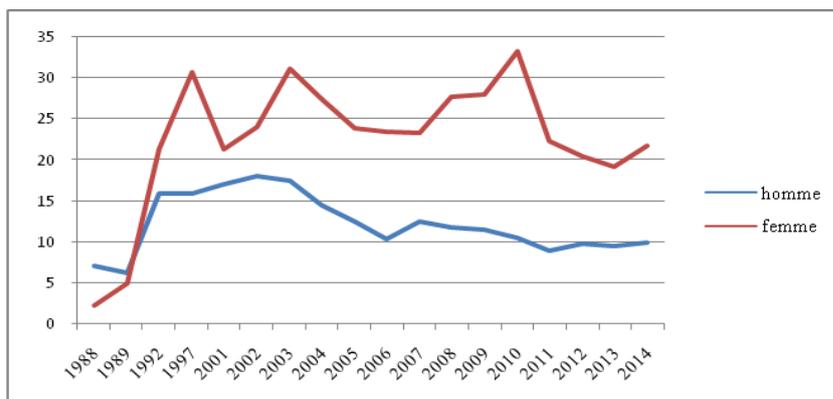
Pour ce qui concerne le taux d'occupation des femmes diplômées, il a connu une amélioration passant de 45% en 2010 à 59.1% en 2014. Cependant il reste faible par rapport aux hommes (59.1% seulement pour les femmes contre 76.3% pour les hommes en 2014). (Graphe 07)

### 2.3. CHOMAGE DES FEMMES DIPLOMEES :

La ventilation selon le sexe de la population universitaire en situation de chômage laisse apparaître des inégalités remarquables. Les femmes sont plus discriminées sur le marché du travail, le taux de chômage des femmes universitaires est de 21.8 % pour 9.9 % seulement pour celui des hommes en septembre 2014. Le nombre de chômeurs diplômées femmes est estimé à 173 000 contre 89 000 chômeurs hommes en 2013.

L'évolution du taux de chômage des universitaires selon le sexe entre 1988 et 2014 indique que, c'est au début des années 1990 que le taux de chômage des femmes a dépassé celui des hommes (21.4 % pour les femmes et 15.9% pour les hommes en 1992). Il a connu trois hausses en 1997 (30.8%), 2003 (31.4%) et en 2010 ou il a enregistré un taux de 33. 3%, ce taux a baissé de façon remarquable à partir de 2011. Il a reculé de plus de 10 points entre 2011 et 2014. Quant au chômage des hommes universitaires, il connaît une légère amélioration par rapport au chômage des femmes, il fluctue autour de 9%.

**Graphique N°08 :** Evolution du taux de chômage de la population de niveau supérieur selon le sexe /1988-2014



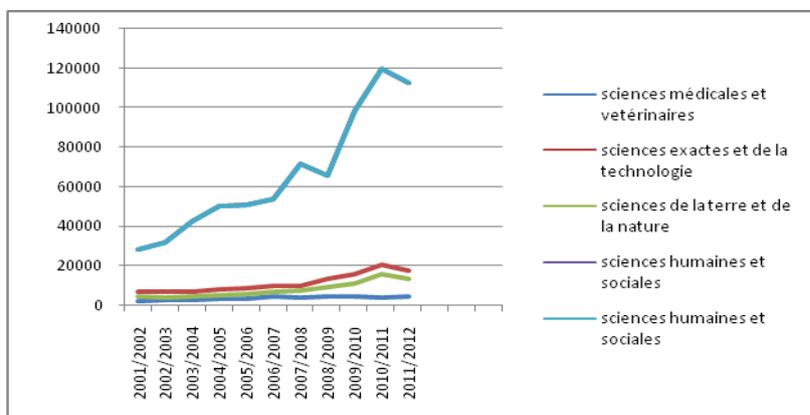
Source : construit à partir de l'enquête consommation 1988 et les enquêtes emploi ONS 1989-2013.

Ce chômage concerne plus particulièrement des effectifs de femmes diplômées en sciences humaines et sociales. Elles représentent plus de 76% de l'ensemble des diplômées femmes en 2012.

**- Offre féminine excédentaire en sciences humaines et sociales :**

L'évolution de l'effectif de diplômés selon le genre fait donc ressortir la surreprésentation des femmes en sciences humaines et sociales. Elles représentent 76% des diplômés femmes en 2012. Le nombre le plus important de femmes diplômées est relevé en sciences sociales, sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales.

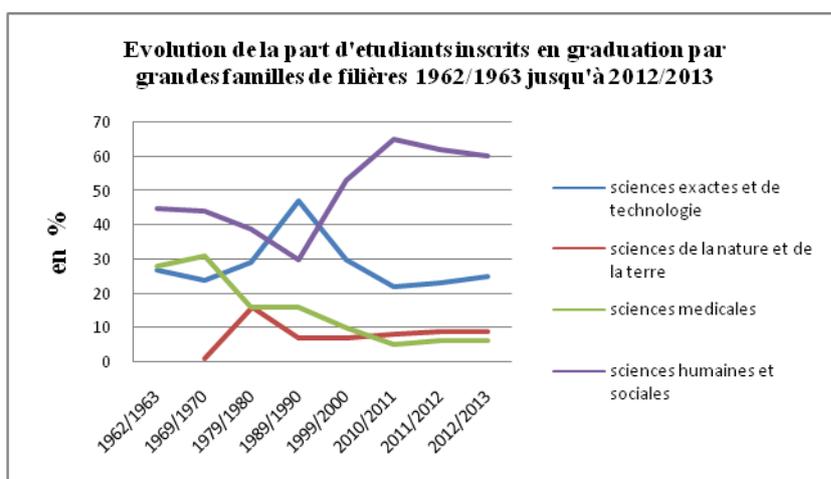
**Graphique n° 09 :** Evolution de l'effectif de diplômées femmes en graduation par grandes familles de filières de 2002/2003 jusqu'à 2011/2012



Source : construit à partir des données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

L'orientation des flux de bacheliers vers les sciences humaines et sociales telles que la sociologie, l'histoire, la psychologie, après la saturation des branches techniques a débuté à partir de 1989 (Graphe 10). Elle se fait au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur. Le nombre des effectifs de diplômés a atteint 164 683 diplômés en 2011-2012, ce qui représente plus de 70% de l'effectif global de diplômés selon les grandes familles de filières et 68% de ces diplômés sont des femmes.

### Graphique n°10:



Source : construit à partir des données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Les sortant(e)s de ces filières connaissent des difficultés d'insertion sur le marché du travail. Le taux de chômage des diplômé(e)s était en 2010 de 27.3% en Arts et lettres et 28.7% en sciences sociales, commerce et droit. Pour le taux de chômage des femmes diplômées, plus précisément, il était de 43% et 34% respectivement dans les filières sus-citées.

Selon le rapport de la banque mondiale sur la région MENA de 2011, ceux qui réussissent à obtenir un travail, se concentrent généralement dans l'administration: «une écrasante majorité de jeunes diplômés est issue des sciences humaines et sociales. Ces profils de scolarisation permettent de répondre à la demande en diplômés dans le secteur public, mais sont insuffisamment adaptés aux exigences de la récente expansion du secteur privé, des services et de l'industrie manufacturière.

Cette situation de vulnérabilité des diplômé(e)s en sciences humaines et sociales sur le marché du travail est due d'abord à l'augmentation rapide des

effectifs dans ces filières, suite à une orientation par défaut des flux des bacheliers vers les sciences humaines et sociales. Cette inflation des diplômes en SHS s'accompagne également d'une baisse de la valeur sociale du diplôme sur le marché du travail (Passeron, 1982).

En effet «le système d'orientation se base d'abord sur la moyenne obtenue au baccalauréat, mais surtout sur la note obtenue dans la discipline majeure de la spécialité. Ces critères ferment les portes de formation disciplinaire scientifique à tout étudiant ayant au dessous de la note requise, en instaurant une véritable sélection avant l'entrée à l'université. De sorte que l'orientation des bacheliers vers les sciences humaines et sociales est fréquemment une orientation par défaut» (Ferfera, Mekideche, 2008). Ce système d'orientation repose sur un classement fixe des spécialités et ne prend pas en considération les besoins du marché du travail, et cela suite à l'absence d'un moyen qui permettrait d'identifier les besoins en formation universitaire<sup>1</sup>. Certaines filières sont valorisées, telles que la médecine, la pharmacie, dont la moyenne d'accès est élevée même si le marché du travail souffre d'un manque en ces filières, à titre d'illustration : la moyenne d'accès pour une formation en médecine dépasse 14/20, alors que le nombre de médecins par 1000 habitants est à 1.20 médecins seulement en 2010.<sup>2</sup>

La marginalisation des sciences humaines et sociales, la dévalorisation des diplômes décernés sur le marché du travail ne sont pas seulement liées à la progression en termes quantitatif, mais aussi aux programmes actuels qui ne structurent pas les esprits et ne servent qu'à permettre aux étudiants de présenter et de réussir leur examen, sans plus (Feroukhi, 2009), autrement dit à interposer et à transplanter le savoir scholastique (Rouadjia, 2014). Ajoutons que ces filières qui sont arabisées font face à un marché du travail qui, lui, privilégie le français. De plus, les objectifs immatériels de ces filières sont connotés négativement dans la société. Ces formations sont considérées comme dispensant un savoir dénué de toute valeur opérationnelle (Rouadjia, 2014).

---

<sup>1</sup> Une carte universitaire a été élaborée en 1984 par la loi sur la planification des flux afin de résoudre les problèmes liés à la relation entre diplômes délivrés et emploi, mais ce projet était abandonné après la crise économique de 1986. Ce n'est que récemment que l'ANEM annonce le lancement prochain du système d'information WASSIT qui permettra d'identifier les besoins du marché du travail à travers la nomenclature algérienne des métiers et de l'emploi (NAME)

<sup>2</sup> <http://www.statistiques-mondiales.com/medecins.htm>

## **CONCLUSION :**

Nous nous sommes donnés pour objectif, dans cet article, de retracer l'évolution du chômage des diplômées et de trouver des éléments de réponse concernant ce fait.

Nous avons aboutit aux réflexions suivantes :

Le chômage de l'ensemble des diplômés universitaires est passé par deux phases : La première date de la fin des années 80 jusqu'à 2010, marquée par la croissance rapide des diplômés sur un marché du travail précaire suite aux répercussions de la crise pétrolière de 1986.

A partir de 2011, le chômage des diplômés a considérablement baissé, mais il reste plus élevé par rapport à la population sans diplômes et la durée de recherche d'emploi reste importante. Il est à souligné que malgré la progression rapide du nombre de diplômés sur le marché du travail, leur participation à la force de travail reste faible (17% en 2014) par rapport à ceux qui ne possèdent aucun diplôme. Ce constat ne peut être que le résultat de la faiblesse de rendement de l'école fondamentale (déperdition scolaire).

Les diplômés universitaires sont les plus confrontés au chômage et notamment les femmes cela peut être expliqué, Premièrement par le recul du rôle de l'Etat dans la création de l'emploi. Il n'est plus l'Etat entrepreneur des années 70 qui offre des opportunités de recrutement et de promotion pour les diplômés. Il adopte plutôt une politique passive dans le traitement de la question du chômage des diplômés à travers les dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP et CTA).

Deuxièmement, le changement dans la structure du marché du travail qui offre moins d'emploi aux diplômés universitaires. En effet, 78.7% des employeurs privés en 2013 n'ont aucun diplôme (dont 85.8% sont des indépendants).et 63.4% de ces employeurs travaillent dans l'informel. Par conséquent, cette structure ne peut générer d'emplois nécessitant un diplôme universitaire ni des emplois réellement productifs. Il s'agit davantage de créer des opportunités de recrutement à une main d'œuvre non diplômée et en général masculine.

Troisièmement, l'inadéquation entre l'offre et la demande en formation universitaire, suite à l'absence d'un moyen de détermination des besoins du marché du travail et aussi au système d'orientation. Ce dernier est un système

fixe, qui valorise certaines filières, en augmentant la moyenne d'accès, au détriment d'autres filières, plus précisément les sciences humaines et sociales.

Ces filières sont marginalisées sur le marché du travail et les plus touchées par le chômage. Le système d'orientation comme la nature du marché du travail sont les éléments structurants des rapports de genre dans l'accès à l'emploi, éclairant notamment le fort chômage des femmes diplômées. Car les effectifs de diplômés les plus importants en sciences humaines et sociales sont des femmes.

### **Bibliographie:**

**Agence nationale de l'emploi** 2014. Situation du marché du travail du 01 Janvier au 31 Octobre 2014, document photocopié, Algérie.

**Boudjema R**, 2006. Algérie, chronique d'un ajustement structurel, In Revue d'Economie et Statistique Descriptive, N° 06 Mai 2006, Alger.

**Ferfera Y, Mekideche T**, 2008. La place des sciences sociales et humaines dans le système supérieur algérien, in Revue Internationale d'éducation de Sèvres, n° 48, décembre 2008, <http://ries.revues.org/569>, consulté le 26 Avril 2015.

**Feroukhi J**, 2009. Enseignement supérieur et marché du travail en Algérie, In Enseignement supérieur et marché du travail dans le monde arabe, Presse de l'IFPO, Beyrouth, (sous la direction de Botros Labaki).

**Ghalamllah M**, 2006. L'université en Algérie ; genèse des contraintes structurelles, condition pour une mise à niveau, in Les Cahiers du Cread , N°77, 2006, Alger.

**Hammouda N**, 2003. Essai d'une typologie des ménages algériens selon leur comportement d'activité, in Colloque Genre et Marché du travail, 2003, Rabat.

**Jaramillo A, De Mélonio T**, 2011. Enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; Atteindre la viabilité financière tout en visant l'excellence [http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/FRENCH/Resources/Enseignement\\_superieur\\_MENA\\_French\\_.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/FRENCH/Resources/Enseignement_superieur_MENA_French_.pdf).

**Khaoua N**, 2008. L'entreprise , l'université et le marché du travail ; tentative d'analyse, in Revue El Bahit, N°06/2008, Alger.

**Kateb K**, 2001. Scolarisation féminine massive, système matrimonial et rapports de genre au Maghreb, In Revue Genre et Société, 2011, <http://gss.revues.org/1987> , consulté 02 Mars 2015.

**Khelfaoui H**, 2000. Savoir, savoir diplômé et représentations sociales en Algérie (1962-1998), <http://books.openedition.org/editions-cnrs/727?lang=fr>, consulté le 02 Avril 2015.

**Lassassi M, Hammouda N**, 2012. 50 d'indépendance, quelle évolution de la situation sur le marché du travail en Algérie, In Les Cahiers du Cread , n° 100 , 2012, Alger.

**Martin I**, 2008. Femme maghrébine, jeune, diplômée, et sans emploi, In bulletin de afkar /idée, été 2008,

[http://www.academia.edu/2226809/\\_2008\\_Femme\\_maghr%C3%A9bine\\_jeune\\_dipl%C3%B4m%C3%A9e...et\\_sans\\_emploi](http://www.academia.edu/2226809/_2008_Femme_maghr%C3%A9bine_jeune_dipl%C3%B4m%C3%A9e...et_sans_emploi).

**Meziani M**, 2011. L'emploi des jeunes en Algérie, évaluation des dispositifs mis en place, Fondation Friedrich Ebert, décembre 2011 (sous la direction de LABDELAOUI H).

**Musette S**, 1993. L'insertion des groupes vulnérables un défi économique au Maghreb, In Les Cahiers Du Cread, 1993, Alger.

**Musette S**, 2013. le marché du travail en Algérie, une vision nouvelle ?, [http://www.researchgate.net/profile/Musette\\_Saib/publication/265850082\\_march\\_du\\_travail\\_en\\_Algerie\\_\\_une\\_nouvelle\\_politique\\_en\\_perspective\\_/links/541ee9490cf2218008d3e0bf.pdf](http://www.researchgate.net/profile/Musette_Saib/publication/265850082_march_du_travail_en_Algerie__une_nouvelle_politique_en_perspective_/links/541ee9490cf2218008d3e0bf.pdf)

**Musette S**, 2014. Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie, ETF, 2014, [http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/7E651D354674537EC1257D070048282A/\\$file/Employment%20policies\\_Algeria\\_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/7E651D354674537EC1257D070048282A/$file/Employment%20policies_Algeria_FR.pdf).

**Oussedik F** (sous la direction). **Projet national de recherche 31**, 2012. Mutations familiales en milieu urbain, éditions DGRSDT et CRASC, 2012, Algérie.

**Passeron J**, 1982. L'inflation des diplômes, remarques sur l'usage de quelques concepts sur analogiques en sociologie, In Revue française de Sociologie, n° 04, décembre 1982, France.

**Rouadjia M**, 2014. La crise des sciences sociales, in Repenser l'université, Arak Editions, Novembre 2014, Alger, (Sous la direction de GHERID DJ.).

غلام الله م، 2005. بناء الجامعة الجزائرية ثلاث عقود من الانزلاقات الكمية، دفاتر مركز البحث في الاقتصاد التطبيقي من أجل التنمية، العدد رقم 72، 2005، الجزائر.

**Communiqué du conseil des Ministres**. Programme quinquennal 2010-2014, <http://www.mae.gov.dz/images/sce/programme-quinquenal.pdf>.

**Ministère de l'enseignement supérieur 2011**. Annuaire 40, 2010/2011.

**Ministère de l'enseignement supérieur 2012**. Annuaire 41, 2011/2012

**Ministère de l'enseignement supérieur 2013**. Annuaire 42, 2012/2013

**Ministère de la santé et de la population et de la réforme hospitalière 2015**. Enquête par grappe à indicateur multiple (MICS) 2012-2013. Algérie

**ONS** (office national des statistiques). enquête sur la consommation en Algérie, 1988.

**ONS** (office national des statistiques). Analyse de la population active en Algérie, projet ALG/1989/013.

**ONS** (office national des statistiques). Bulletin trimestriel des statistiques, quatrième trimestre 1997.

**ONS** (office national des statistiques). Bulletin trimestriel des statistiques, quatrième trimestre 2002.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2003, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°123/2004.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2004, Collections Statistiques, série statistiques sociales.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2005, Collections Statistiques, série statistiques sociales. **ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2006, Collections Statistiques, série statistiques sociales, octobre 2006.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2007, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°139, Juin 2008.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2008, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°146/2009.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2009, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°150/2010.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2010, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°170/2011.

**ONS** (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2011, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°173/2012

**ONS** (office national des statistiques).Enquête emploi auprès des ménages 2012, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°181/2013.,

**ONS** (office national des statistiques).Enquête emploi auprès des ménages 2013, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°185/2014.

**ONS** (office national des statistiques).Enquête emploi auprès des ménages avril 2014, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°671/2014

**ONS** (office national des statistiques).Enquête emploi auprès des ménages septembre 2014, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°683/2015

**Organisation internationale du travail 2013**.Rapport tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013, [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_222657.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_222657.pdf), consulté le 06 Juin 2015.